

Licenciements : à la Bourse le 17 septembre !

lundi 14 septembre 2009, par [Correspondant\(es\)](#) (Date de rédaction antérieure : 9 septembre 2009).

Des représentants de plusieurs entreprises, dont Continental et Goodyear, et de quelques structures syndicales, ont tenu une conférence de presse, mardi 8 septembre.

Il s'agit de la reprise d'un appel à manifester jeudi 17 septembre, à 11 heures, devant la Bourse de Paris « symbole de la spéculation financière et de la course au profit à tout prix ».

A l'origine, cette action est appelée par la CGT de Goodyear Amiens, puis par les fédérations CGT chimie-caoutchouc et métallurgie. Pour les organisateurs de la conférence, il s'agissait d'étendre l'appel à l'ensemble des salariés pour faire du 17 septembre, non pas une fin en soi, mais une étape dans la coordination nécessaire des salariés qui subissent actuellement des plans de licenciements dans tous les secteurs. Il s'agit aussi d'obtenir la relache pour les six Contis lourdement condamnés.

Les confédérations syndicales ont également été conviées, mais pour l'instant ce sont surtout des structures syndicales d'entreprises locales et régionales qui s'inscrivent dans cette initiative.

Les occasions de se mobiliser sur le front des licenciements dans les semaines qui viennent vont malheureusement continuer à être nombreuses. Le 17 septembre s'inscrit dans la continuité d'initiatives déjà prises à partir d'entreprises, comme la manifestation des salariés de New Fabris, le 30 juillet à Châtellerault (Vienne).

Licenciements : la nécessaire convergence

A l'appel de la CGT Ford, des militants syndicaux de l'automobile se sont retrouvés pour débattre des moyens de faire gagner les luites.

Samedi 5 septembre, 80 militants syndicaux ont répondu à l'appel du syndicat CGT de Ford Blanquefort dans la banlieue de Bordeaux. Les camarades de New Fabris (Châtellerault), Celanese (Pyrénées-Atlantiques), Freescale (Toulouse), Goodyear (Amiens) ont expliqué combien il est difficile de gagner dans la bataille contre les

licenciements et les fermetures de sites en restant isolés, boîte par boîte. Des représentants de la poste, de la Caisse des dépôts et consignations et de l'éducation nationale ont détaillé la précarisation et la destruction des emplois dans leurs secteurs, engageant le débat avec les représentants locaux de la FSU, des unions locales CGT du Mirail et de Pessac et de plusieurs syndicats SUD. Une intervention chaleureusement applaudie de camarades de Ford Valence (Espagne) montrait bien que ces questions traversent les frontières.

C'est Philippe Poutou, secrétaire du syndicat CGT Ford, qui lance le débat : « *L'idée est de créer et de renforcer les liens de solidarité afin d'être plus forts face aux patrons qui craignent la généralisation du mouvement* ». Les critiques fusent sur les mobilisations initiées par les

confédérations syndicales au premier semestre : journées éparpillées, sans appel à la grève qui ont plus démobilisé les salariés qu'encouragé les luttes. Et, dans le même temps, beaucoup soulignent l'abandon des luttes engagées contre les licenciements et les fermetures de sites. Ce ne sont pas les explications confuses des représentants envoyés en observateurs par la fédération de la métallurgie et de l'union départementale CGT qui ont levé les doutes et les réticences.

En conclusion, on s'est mis d'accord pour une participation massive au rassemblement, organisé par les fédérations CGT de la métallurgie et de la chimie, le 17 septembre devant la Bourse, à Paris, pour l'envoi d'un courrier aux confédérations, leur demandant d'organiser une mobilisation à la hauteur des nécessités, et pour travailler à une coordination des structures syndicales engagées dans ces batailles, en commençant par le niveau régional.

Le deuxième débat, co-organisé par la CGT Ford et le Comité de soutien et de sauvegarde de l'emploi de Ford Aquitaine Industrie, regroupant 300 personnes, portait sur la défense de l'emploi, les luttes des salariés et le rôle des pouvoirs publics, à partir de la situation chez Ford Blanquefort. Sur les 1 600 emplois dont la suppression est programmée, à ce jour seuls 170 paraissent garantis. Les interventions des élus PS et PC d'instances locales et régionales n'ont pas vraiment convaincu du bien-fondé des aides fournies dans le passé et de celles qui sont envisagées aujourd'hui. A noter que la présence des plus importants élus de la région bordelaise montre que la pression exercée depuis des mois par les actions des « Ford » produit ses effets.

Comme l'ont rappelé les militants syndicaux de New Fabris, Peugeot Mulhouse ou Fumel, ce sont avant tout les luttes des salariés des sites, leur centralisation qui restent les meilleurs atouts pour la sauvegarde des emplois.

La soirée s'est terminée par des grillades et un concert gratuit, histoire de se détendre après une après-midi de débats.

Correspondant

Le mercredi 9 septembre 2009.

** Paru dans « TEAN » n° 21, 10 septembre 2009.*
